

L'association Emek Shaveh en Israël :

L'archéologie est devenue une arme au service des colons

Laissons parler Yonathan Mizrahi, archéologue israélien, directeur de l'association Emek Shaveh :

« Je fais partie d'Emek Shaveh, un groupe d'archéologues israéliens créé en 2007, après plusieurs années d'une longue réflexion, pour dénoncer le rôle de l'archéologie dans le conflit israélo-palestinien.

Il est absolument clair que le gouvernement israélien fait un mauvais usage, un usage politique, de l'archéologie. Il l'utilise comme une arme pour justifier l'occupation et la colonisation. C'est une attitude qui n'a rien de nouveau, malheureusement, mais avant 2007 personne n'osait en parler. La plupart des archéologues israéliens travaillent pour le gouvernement ou pour des organismes publics et ils craignent de perdre leur emploi s'ils se montrent trop critiques.

Pourtant, plusieurs archéologues nous ont rejoints et la question fait désormais l'objet de débats publics (le prochain se tiendra le 11 février à Jaffa sur le thème « À qui profite l'archéologie ? »). C'est que les choses se sont aggravées considérablement ces dernières années, et notamment depuis l'arrivée de Benjamin Netanyahu et de ses alliés d'extrême droite au pouvoir. Ils ont accéléré l'utilisation de l'archéologie pour casser les négociations avec les Palestiniens. Pour cela, Netanyahu a laissé les colons occuper des sites, y lancer des chantiers de fouilles et créer des « parcs archéologiques » un peu partout en Cisjordanie mais surtout à Jérusalem, avec la fameuse « Cité de David ».

C'est une organisation de colons, El'ad, qui est à l'origine de ce projet qui s'en prend à un village arabe dont les habitants ont été attaqués et harcelés depuis plus de dix ans. Des maisons ont été détruites par les excavations et le creusement de tunnels. Nous, à Emek Shaveh, sommes résolument contre cela. Nous ne voulons pas

entrer dans la querelle soi-disant scientifique qui a été ouverte sur la question de savoir s'il y avait ou non là le palais du roi David.

Pour nous, ce n'est pas le problème. Le problème est politique, et il est clair que nous ne devons entreprendre aucune fouille dans les territoires occupés, que ce soit en Cisjordanie ou à Jérusalem. C'est une question de principe et d'éthique. Et c'est aussi une question de respect du droit international et des conventions de l'Unesco qui interdisent toute atteinte au patrimoine culturel palestinien ».